

Jean-Michel Blanquer, un nouveau Peillon ?

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 09 mars 2021

Les mois se suivent et se ressemblent : le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, reste furieusement fidèle à la ligne du « en même temps » qui est le credo du gouvernement d'Emmanuel Macron. Souffler le chaud et le froid, envoyer des signaux « positifs » aux milieux de droite, tout cela afin de brouiller les pistes, et de mieux enfoncer le clou d'une politique de l'éducation qui reste obstinément hostile aux familles et à la liberté de l'éducation.

Il est ainsi parfois malaisé de séparer le bon grain de l'ivraie dans les déclarations ministérielles. Jean-Michel Blanquer n'a-t-il pas affirmé à plusieurs reprises son hostilité à l'écriture inclusive ? N'apporte-t-il pas son soutien aux professeurs injustement taxés d'islamophobie ? En conséquence, nombreuses sont les bonnes gens issues des milieux conservateurs qui continuent à être persuadées qu'elles ont trouvé leur « champion », et qu'il défend auprès du « Mammouth » leur vision du monde associée à une conception traditionnelle de la transmission des savoirs.

Mais ne nous y trompons pas : le mal est profondément enraciné rue de Grenelle, et la révolution Blanquer tant espérée et attendue n'a toujours pas eu lieu. Le dossier de la gestion de l'enseignement libre, sous toutes ses formes – hors contrat comme en famille – en est la meilleure des preuves.

La loi sur le séparatisme « confortant le respect des principes de la République » a fourni une occasion en or au gouvernement pour repartir à l'assaut de la liberté de l'enseignement, en restreignant de manière dramatique les conditions de l'instruction en famille, soumise désormais à un régime de dérogation, là où elle relevait d'un droit fondamental, nécessitant simplement une déclaration. Dans ce débat, Jean-Michel Blanquer a hurlé avec les loups, et n'a pas cherché à faire entendre une autre voix.

Par ailleurs, la crise sanitaire a fourni un prétexte rêvé pour asséner un nouveau coup sur l'enseignement hors contrat, et le stigmatiser encore un peu plus : pour la session du bac 2021, seuls les élèves de l'enseignement indépendant auront à plancher sur des épreuves en bonne et due forme, alors que l'ensemble de la classe d'âge, public et privé sous contrat, pourra pour sa part bénéficier d'un contrôle continu extrêmement arrangeant. Il s'agit, bien évidemment, pour les pauvres élèves de l'enseignement vraiment libre, d'une discrimination en bonne et due forme qui fait ressortir à quel point ils sont considérés comme des citoyens de seconde zone – même s'ils brilleront certainement par des résultats plus honorables que ceux de leurs congénères, assurés à l'avance dans leur immense majorité d'un bac « pochette-surprise ».

Jean-Michel, à l'image de ses sinistres prédécesseurs, Vincent Peillon, Benoît Hamon ou Najat Vallaud-Belkacem, est profondément pétri de la conviction qu'il n'y a pas de salut scolaire en dehors de l'école de la toute-puissante République. L'école républicaine reste l'alpha et l'oméga de sa conception éducative, pour arracher les enfants à tous les déterminismes « nauséabonds » de leur milieu familial, et cela, le plus tôt possible, comme en témoigne la disposition prévoyant la scolarisation obligatoire dès trois ans. Elle est le réceptacle privilégié de toutes les luttes mortifères de notre époque, qui font l'objet, ces derniers temps, de campagnes de propagande renouvelées : lutte contre le complotisme avec encouragement à la délation, ou prétendue lutte contre le sexisme et en faveur de l'égalité entre les sexes, un formidable prétexte pour déconstruire les « identités de genre » et légitimer toutes les dépravations.

La juste colère soulevée par le projet de loi sur le séparatisme, qui ne fait qu'attaquer les innocents pour mieux aider les islamistes de prospérer à l'abri des radars, a permis de repousser d'un an l'entrée en vigueur de l'interdiction de l'instruction en famille. Un sursis, non une victoire, et sur un seul dossier quand il y en a tant d'autres en souffrance. En attendant, il nous faut continuer à appeler à la vigilance : ne cédon pas aux sirènes du « en même temps » pratiqué par Jean-Michel Blanquer, jusqu'à nouvel ordre il n'y a rien de bon à attendre du ministère !

François Billot de Lochner